

RETRAIT DE LA RÉFORME MACRON-BORNE : OUI RÉPRESSION CONTRE LES JEUNES, LES SALARIÉS, LA POPULATION : NON

A lors que depuis des mois, tous manifestent dans le plus grand calme affichant leur détermination, le gouvernement fragilisé, isolé, multiplie les actes de violence d'Etat contre les manifestants.

Il y a eu des centaines d'interpellations.

Il y a eu Sainte-Soline et ses quads qui tirent à vue.

Des manifestants mutilés ont perdu doigt, œil, testicule...

Le clou de cette répression, l'enregistrement d'une brigade de la Brav-M, dans lequel des policiers profèrent des insultes, menacent et frappent des jeunes, le 20 mars, au soir de l'utilisation du 49-3.

Il y a toutes les gardes à vue abusives des interpellés qui n'ont souvent rien à se reprocher, parfois 500 en une soirée à Paris.

Il y a eu la violence des forces de l'ordre pour tenter de débloquent les raffineries, les centres de tri des déchets, etc. Il y a eu dans le Tarn par exemple, la police qui a embarqué 3 responsables syndicaux et deux manifestants devant femmes et enfants (l'un d'eux menotté). Ils ont été mis en garde à vue pour 24 heures ! Ils ont été déférés devant le procureur et inculpés de « *dégradation ou détérioration du bien d'autrui par deux circonstances* », ou de « *destruction du bien d'autrui par un moyen dangereux* ». Ils ont refusé la comparution immédiate et sont convoqués le 2 mai pour être jugés. Ce sont des militants responsables et bien connus dans le Tarn.

Il y a le communiqué intersyndical des organisations syndicales SGEN-CFDT, FSU, UNSA, FNEC-FP FO, SUD, CGT EDUC ACTION, SNALC et la FCPE des Yvelines qui « *ont découvert avec consternation et effroi les images d'élèves violentés par des forces de l'ordre devant le lycée Jules Ferry à Conflans-Sainte-Honorine, jeudi 6 avril* ». Des lycéens ont reçu des gaz lacrymogènes à bout portant, un lycéen a été violemment plaqué au sol, menotté et emmené au commissariat, d'autres ont été mis en joue et pointés par des lanceurs.

Même la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe s'inquiète le 25 mars : « *Les actes de violence sporadiques de certains manifestants ou d'autres actes*

répréhensibles commis par d'autres personnes au cours d'une manifestation ne sauraient justifier l'usage excessif de la force par les agents de l'Etat. Ces actes ne suffisent pas non plus à priver les manifestants pacifiques de la jouissance du droit à la liberté de réunion ». C'est dire !

La LDH ose dire « *Le glissement autoritaire de l'Etat français, la brutalisation des rapports sociaux par le truchement de sa police, les violences de tout ordre et l'impunité sont un scandale majeur* », alors G. Darmanin se précipite au Sénat pour menacer de priver cette association fondée en 1898 lors de l'affaire Dreyfus, de ne plus leur verser de subventions.

E. Macron et sa réforme sont contestés de toutes parts, y compris à La Haye aux cris « *Où est la démocratie française ?* », « *Personne n'écoute... vous avez des millions de personnes dans la rue* », et une banderole où il est écrit « *Président de la violence et de l'hypocrisie* » a été accrochée, le tout lors de la visite présidentielle aux Pays-Bas.

C'EN EST ASSEZ !

Nous avons le droit de faire grève et de manifester sans répression, sans violence.

Nous sommes des millions et majoritaires dans le pays.

Ils ne nous feront pas renoncer au retrait de la réforme Macron-Borne.

Pour le SNFOLC : s'attaquer aux manifestants, c'est s'attaquer à chaque salarié, à chaque jeune dans son combat légitime contre deux ans ferme, contre les réformes Macron !

On ne lâchera rien !

